République Démocratique du Congo Gouvernement de la République



MINISTERE DES MINES

Le Ministre

0 2 AOUT 2018

Vu la Constitution, telle que modifiée par la Loi n° 011/002 du 20 janvier 2011, portant révision de certains articles de la Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006, spécialement ses articles 93, 202 point 36 litera f et 203 point 16 ;

Vu la Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code Minier, telle que modifiée et complétée par la Loi n° 018/001 du 09 mars 2018, spécialement ses articles 10, 81 et 82 ;

Vu le Décret n° 038/2003 du 26 mars 2003 portant Règlement Minier, tel que modifié et complété par le Décret n°18/024 du 08 juin 2018 ;

Vu l'Ordonnance n° 17/024 du 10 juillet 2017 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement ainsi qu'entre les membres du Gouvernement ;

Vu l'Ordonnance n° 17/025 du 10 juillet 2017 fixant les attributions des Ministères ;

Vu l'Ordonnance n° 017/005 du 08 mai 2017 portant nomination des Vice-Premiers Ministres, des Ministres d'Etat, des Ministres, des Ministres Délégués et des Vice-Ministres, telle que modifiée et complétée par l'Ordonnance n° 18/014 du 15 février 2018 portant réaménagement technique du Gouvernement ;

Vu l'Arrêté Interministériel n°0349/CAB.MIN/MINES/01/2014 et n° 0149/CAB.MIN/FINANCES/2014 du 18 août 2014 portant fixation des taux des droits, taxes et redevances à percevoir à l'initiative du Ministère des Mines ;

Vu l'Arrêté Interministériel n°0149/CAB.MIN/MINES/01/2014 et n° 0116/CAB.MIN/FINANCES/2014 du 25 juillet 2014 portant « Manuel des procédures de traçabilité des produits miniers de l'extraction à l'exportation » ;

Vu l'Arrêté Interministériel n°0129/CAB.MIN/MINES/01/2017 et n°032/CAB.MIN/FINANCES/2017 du 08 juillet 2017 portant Réglementation de la Commercialisation et de l'Exportation des produits miniers marchands ;

Vu tel que modifié et complété à ce jour, l'Arrêté Ministériel n° 3163/CAB.MIN/MINES/01/2007 du 11 août 2007 portant réglementation des activités de l'entité de traitement et de l'entité de transformation des substances mipérales;

Email: info@mines-rdc.cd



Considérant la demande d'agrément au titre d'entité de traitement Catégorie A dans la Province du Lualaba introduite par **la Société BALAIR AFRICAN METALS « BAM » Sarl** en date du 17 avril 2018 et les pièces requises y jointes ;

Sur avis favorable de la Direction des Mines ;

ARRETE:

Article 1er:

L'agrément au titre d'entité de traitement Catégorie A dans la Province du Lualaba est accordé à **la Société BELAIR AFRICAN METALS « BAM » Sarl**, dont références ci-dessous :

- Siège social : Avenue Kolwezi nº 4885, Commune de la Gombe, Ville Province de Kinshasa ;
- Numéro d'Identification Nationale: 01-128-N91339G;
- Numéro du Registre de Commerce et de Crédit Mobilier: 15-B-6061/Kindu;
- Numéro Import-export: K/008-17/100052^E/Y;
- Numéro du compte bancaire à l'ECOBANK : 0010363117416701/USD.

La Société BELAIR AFRICAN METALS « BAM » Sarl agréée au titre d'entité de traitement Catégorie A, est autorisée à traiter les minerais dans la Province du Lualaba pour une période de deux (02) ans, renouvelable pour la même durée, à compter de la date de la signature du présent Arrêté.

Article 2:

La Société BELAIR AFRICAN METALS « BAM » Sarl peut condure des contrats d'achat et de vente des produits miniers issus du traitement ou des concentrés avec des partenaires de son choix tant sur le territoire national qu'à l'étranger.

Toutefois, l'exportation desdites substances est soumise à l'autorisation du Ministre ayant les Mines dans ses attributions.

Article 3:

La Société BELAIR AFRICAN METALS « BAM » Sarl est tenue d'acheter les minerais uniquement auprès :

- de Coopératives Minières agréées ;
- des négociants;
- comptoirs agrées;
- des titulaires des droits miniers d'exploitation.

Article 4:

La Société **BELAIR AFRICAN METALS** « **BAM** » **Sari** est tenue de tránsmettre mensuellement à la Division Provinciale des Mines de la Province du Lualaba et à la Direction des Mines à Kinshasa, les données sur les quantités des produits miniers achétées, traitées ou en stock ainsi que la composition chimique en métaux valorisables établie sur base des analyses effectuées par un laboratoire agréé.

Email: info@mines-rdc.cd



Article 5:

Sans préjudice des sanctions prévus par l'Arrêté Ministériel n° 3163/CAB.MIN/MINES/01/2007 du 11 août 2007 portant réglementation des activités de l'Entité de traitement et de l'Entité de transformation des substances minérales, tel que modifié et complété à ce jour, spécialement ses articles 20 et 21, toute violation des dispositions des articles 3 et 4 ci-haut entraîne le retrait du présent agrément.

Article 6:

Le Secrétaire Général aux Mines est chargé de l'exécution du présent Arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshaşa, le 0 2 AUUT 2018

Ampliations:

Cabinet du Président de la République
Cabinet du Premier Ministre
Cabinet du Ministre des Mines
Secrétaire Général des Mines
Cadastre minier
CTCPM
SAESSCAM
Direction des Mines
Direction de Géologie
Direction des Investigations
Direction de Protec. De l'Environ Minier
Div. Provinc. Des Mines et Géologie du ressort

La Sté BELAIR AFRICAN METALS « BAM » Sarl

1/4



Email: info@mines-rdc.cd